

Il n'y aura pas de transition énergétique et écologique sur un champ de ruines

Marc Fontecave

Accuser l'homme d'une pandémie qui montre la violence de la nature est un « effarant retournement idéologique », explique le chimiste et professeur au Collège de France

A lors que la crise sanitaire n'est toujours pas résolue, avec ses conséquences dramatiques sur le plan économique et social, il n'a pas fallu attendre longtemps pour entendre toute une série d'affirmations absurdes et sans aucun fondement scientifique sur le lien entre réchauffement climatique et épidémie virale. Le CO₂, non content de chauffer la planète et de détruire la biodiversité, serait également responsable du nouveau coronavirus.

Le pire, c'est que cela vient, par exemple, de Corinne Le Quéré, éminente scientifique et présidente du Haut Conseil pour le climat, parlant « *des causes du Covid-19, comme la déforestation ou les énergies fossiles* ».

La préfiguration d'un monde idéal ?

On sait malheureusement trop peu de choses sur ce virus, et encore moins comment il serait causé par les énergies fossiles. C'est peut-être le cas, mais aucune étude scientifique sérieuse n'a pour le moment abordé cette question, et il n'est pas acceptable de faire croire que ce lien est établi. D'ailleurs, le climatologue Edouard Bard, dans Le Monde du 25 avril, nous le dit : « *La pandémie de Covid-19 n'est sans doute pas d'origine climatique.* » Nicolas Hulot ne manque pas cette occasion, interrogé sur BFM-TV, pour affirmer, sans la moindre retenue, que « *tout ça est un mal nécessaire* », vous ne rêvez pas, la nature nous exprimant avec ce virus, salutaire donc, « *une sorte d'ultimatum* ».

Le retournement, purement idéologique, qui consiste à accuser l'homme de ce drame sanitaire quand, au contraire, nous avons là une nouvelle illustration de la violence de la nature vis-à-vis de l'homme, est proprement effarant. Malheureusement, dans notre vénération absolue de la nature, nous l'avons oublié. En effet, l'humanité, au cours de son histoire, a été dévastée par des épidémies effroyables, bien avant que les concentrations atmosphériques de CO₂ dépassent les niveaux conduisant au réchauffement que nous observons aujourd'hui.

La peste noire a décimé plus de la moitié de la population européenne de 1347 à 1351 ; de 1918 à 1919, la grippe espagnole, la pandémie la plus mortelle de l'histoire, a fait plus de victimes que les deux guerres mondiales réunies ; plus récemment, de 1956 à 1958, la grippe asiatique a causé plusieurs millions de morts. De sorte que la première leçon que nous devons en tirer c'est que, malgré le contrôle croissant que nous exerçons sur cette face noire de la nature, grâce notamment aux progrès fantastiques de la médecine, il faut nous préparer à la crise sanitaire suivante. Car il y en aura une autre, dans cinq, dix ou cinquante ans, et il faut nous y préparer à toutes les échelles, nationale, européenne et mondiale. Bien mieux que par le passé.

En fait, ces fausses affirmations ne servent qu'à une chose : préparer le combat suivant, post-Covid-19, et exiger du gouvernement que la transformation énergétique et écologique soit la priorité des politiques publiques malgré les drames économiques et sociaux, sans précédent, qui s'annoncent.

Certains vont encore plus loin en voyant dans ce monde autoritairement clos, sans voitures, sans avions et sans consommation de carburants fossiles, la préfiguration d'un monde idéal, pas trop chaud, qui assurera la survie de l'humanité, pauvre et enfermée, certes, mais vivante.

Le drame : notre dépendance

D'ailleurs, pour maintenir certains secteurs industriels dans l'état catastrophique où les a mis l'épidémie virale, comme l'automobile et l'aviation, le Haut Conseil pour le climat ose scandaleusement recommander de ne pas les aider, ou bien à des conditions intenables. Il y a enfin la composante antinucléaire habituelle qui s'ajoute à cet ensemble de préconisations. Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire, continue, sans jamais être démentie, à défendre que la baisse de la part de l'énergie nucléaire dans le mix électrique contribue à la politique bas carbone de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Non, madame la ministre, c'est le contraire, et vous le savez bien : l'énergie nucléaire est l'énergie la moins émettrice de gaz à effet de serre.

La vérité, c'est qu'il n'y aura pas de transition énergétique et écologique sur un champ de ruines. La priorité est de retrouver rapidement, au prix, hélas, de dépenses considérables, plusieurs centaines de milliards d'euros, et d'un endettement sans précédent, la croissance et l'emploi. C'est à ce prix que l'Etat et les entreprises récupéreront les moyens d'action nécessaires pour développer les énergies renouvelables, la mobilité électrique et les économies d'énergie dans l'habitat. Aujourd'hui, ces filières sont lourdement impactées par la chute générale de l'économie : arrêt des chantiers de centrales solaires, fermeture d'éoliennes, ralentissement du marché des véhicules électriques.

La cause en est en grande partie notre dépendance vis-à-vis des deux leaders mondiaux des énergies renouvelables, la Chine et les Etats-Unis, au départ de la plupart des chaînes d'approvisionnement (panneaux solaires, batteries, etc.). Cette dépendance constitue l'un des drames de notre économie nationale. Elle nous est apparue violemment évidente avec notre incapacité à produire masques, appareils de réanimation et médicaments pour répondre à la crise sanitaire. C'est aussi l'un des chantiers pour demain : relocaliser notre industrie dans les secteurs-clés de la santé et de l'énergie, par exemple, et retrouver de la souveraineté.

Il ne fait pas de doute que, malheureusement, la température va continuer à augmenter, touchant les plus fragiles, au sein des pays industrialisés, et enfonçant les pays les plus pauvres davantage dans la misère. De sorte que, à côté de la sortie de la crise économique et du redémarrage nécessaire de la transition énergétique, il faut mettre rapidement en place des politiques originales d'adaptation à ce changement climatique inéluctable, en particulier dans un esprit de solidarité nationale et internationale. Prévention et adaptation, demain peut-être une nouvelle orientation générale de l'action politique.

Marc Fontecave est professeur

au Collège de France, membre

de l'Académie des sciences